

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 11/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Dalkia

2-4, rue du Suffrage Universel
Immeuble Le Mandinet 2
CS 30434
77185 Lognes

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006506348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2024 dans l'établissement Dalkia implanté 6 RUE ABRAHAM DUQUESNE 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de la mise en demeure du 8 février 2022 attribuée à la chaufferie de Dalkia sur le site de la Rose des Vents à Aulnay-sous-Bois. La présente inspection a également consisté à l'analyse des écarts constatés lors de la précédente inspection du 3 février 2023, qui ont donné lieu à une lettre préfectorale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dalkia
- 6 RUE ABRAHAM DUQUESNE 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006506348
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée d'une chaufferie de 3 chaudières gaz, alimentant un réseau de chauffage urbain. Elle est complétée de 3 moteurs de cogénération fonctionnant également au gaz. Ces derniers fonctionnent seulement une partie de l'année, de novembre à mars. Les installations sont autorisées depuis 2004 et relèvent aujourd'hui du régime de l'enregistrement.

A noter que le site est indifféremment appelé Dalkia Rose des Vents ou Aulnay 3000.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 08/02/2022, article 1	Levée de mise en demeure
2	Installations de protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 08/02/2022, article 1	Levée de mise en demeure
3	Autosurveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 19/12/2016, article 9.3	Sans objet
4	Assurance qualité mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux précédentes inspections, l'exploitant est devenu plus actif concernant le suivi des remarques/observations faites par les prestataires de service qui effectuent le contrôle des installations électriques et de protection contre la foudre.

Au regard de ces mises en conformité réalisées et à venir, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de procéder à la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 février 2022.

Par ailleurs, l'inspection propose de rappeler à l'exploitant de matérialiser son programme prévisionnel de réalisation des mesures QAL2/AST/QAL3 en tenant compte des fréquences de réalisation imposées par la norme, et de respecter les échéances. Ces éléments devront être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.

Enfin, l'inspection invite l'exploitant à poursuivre rigoureusement le suivi de ses installations électriques et de protection contre la foudre. Il veillera, suite à chaque contrôle, à remédier aux éventuelles préconisations/obligations, en sollicitant si nécessaire ses prestataires de service.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : La société DALKIA sise 6, rue Abraham Duquesne, à Aulnay-sous-Bois (93600) est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes : - procéder à la levée des observations du dernier rapport de contrôle des installations électriques et transmettre, sous un mois, un rapport d'intervention justifiant de la levée des écarts, afin de respecter l'article 24 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.
Constats : <u>Inspection du 3 février 2023 :</u> Par courrier du 25/01/2022, l'exploitant avait indiqué être en cours de levée des remarques du rapport de contrôle 2021 (pour rappel, il comportait 129 observations, dont une grande partie récurrentes). Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle 2022, rédigé par l'Apave suite à la vérification en date du 08/12/2022, référencé 22.601.SDN.27734.00.F.001.ELAR.001.1. Le rapport ne compte qu'une quarantaine d'observations, ce qui confirme les actions menées par l'exploitant pour lever les écarts relevés les années précédentes. <u>Inspection du 2 février 2024 :</u> L'exploitant a transmis au mois de janvier dernier le dernier rapport de contrôle des installations électriques, ce contrôle ayant eu lieu du 27 au 28 décembre 2023. Celui-ci ne fait plus état que de 22 remarques dont 1 nouvelle, portant sur la bague d'un câble qui ne porte pas la bonne couleur. Les autres sont résiduelles. Beaucoup de remarques pourront être levées en interne par les techniciens de maintenance cette année. Ces remarques ne concernent que des préconisations, dont le risque est moindre. L'exploitant a précisé qu'il sera dorénavant vigilant en ce qui concerne le suivi des actions correctives à mettre en place. Le suivi des remarques est effectué via le document imprimé présentant la liste des observations. L'exploitant a fait appel à une société prestataire de services pour la levée des non-conformités dans la zone à haute tension. Cette intervention sera effectuée lors de l'arrêt technique annuel des chaudières, pendant l'été. <u>L'inspection recommande à l'exploitant de poursuivre ses efforts concernant la mise en conformité de ses installations électriques et propose de lever cet écart majeur, ayant fait l'objet de la mise en demeure du 8 février 2022.</u>
Type de suites proposées : Levée de mise en demeure

N° 2 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : La société DALKIA sise 6, rue Abraham Duquesne, à Aulnay-sous-Bois (93600) est mise en demeure

de respecter dans les délais impartis, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- procéder à la levée des observations du dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre, et transmettre, sous un mois, un rapport d'intervention justifiant la levée des écarts, afin de respecter l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Constats :

Inspection du 9 novembre 2021 :

L'exploitant fournit à l'Inspection les documents suivants, relatifs aux installations de protection contre la foudre :

- un rapport de vérification complète, édité par Bureau Veritas le 17/11/2017 suite à une intervention du 16/10/2017
- un bon de commande pour une prestation de vérification de deux paratonnerres, édité par Dalkia le 01/09/2021
- un rapport d'intervention pour la vérification des compteurs foudre, édité par Dalkia le 22/09/2021
- un mail rédigé sous le nom de la société Bureau Veritas le 13/10/2021 concernant un avis de passage sur site

Le relevé des compteurs foudre effectué par l'exploitant en septembre 2021 indique qu'aucune agression n'a été enregistrée.

Depuis 2017, l'exploitant n'a procédé à aucune vérification annuelle ou complète de ses installations de protection contre la foudre. L'exploitant déclare que l'organisme de vérification est passé le 18/10/2021 et s'appuie sur un avis de passage envoyé par l'organisme le 13/10/2021. Le bon de commande fournit par l'exploitant va également dans ce sens.

Le rapport de vérification de 2017 indique cinq écarts réglementaires. L'exploitant déclare qu'un devis avait été réalisé ensuite en 2017 pour les lever, mais qu'il n'avait pas donné suite. Les écarts n'ont depuis pas été levés.

Inspection du 2 février 2024 :

Une vérification complète des installations de protection contre la foudre a été réalisée le 30 août 2023 par Bureau Veritas. Toutes les observations issues des vérifications précédentes ont été levées, mais trois nouvelles actions sont à entreprendre. Deux d'entre elles concernaient de la documentation technique :

- **Joindre au dossier technique les caractéristiques complètes des parafoudres situés dans le TGBT 1 chaufferie et dans l'armoire E28: Justifier que les parafoudres possèdent bien un Isccr supérieur ou égal au courant de court circuit triphasé présumé au niveau de l'armoire ;**
- **Mettre à disposition, pour les vérifications complètes et selon la méthodologie fournie par le fabricant, le matériel de contrôle du PdA comme exigé dans l'étude technique foudre.**

L'exploitant précise que ces actions ont déjà été réalisées.

Cependant, le prestataire demande également la mise en place d'un parafoudre. L'exploitant

<p>s'interroge sur le fait que l'installation de nouveaux équipements lui soit demandée alors que la vérification complète a lieu tous les deux ans et qu'il n'avait jamais été question auparavant d'installer un autre parafoudre. L'inspection a suggéré à l'exploitant de contacter le prestataire pour aller à la recherche d'explications.</p> <p>Quoi qu'il en soit, l'exploitant a missionné la société Franklin Energies. Les travaux seront réalisés lors de l'arrêt technique annuel des chaudières cet été, car il est nécessaire d'intervenir dans la zone à haute tension.</p> <p>Observation : Il est demandé à l'exploitant de fournir le bon de commande de la future intervention.</p> <p><u>Cet écart majeur, ayant fait l'objet de la mise en demeure du 8 février 2022, peut donc être levé.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2016, article 9.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 8.4 relatif aux valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques . [...]</p> <p>Les mesures portent sur les rejets des 3 conduits gaz et ciblent les paramètres suivants :</p> <p>* Pour le SO₂ en sortie des conduits gaz, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.</p> <p>La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas exigée si les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Suites de l'inspection du 3 février 2023 :</u></p> <p>À la lecture du bilan 2022, transmis par mail du 12/04/2023, l'inspection constate que les vitesses d'éjection sont inférieures aux valeurs minimales applicables, pour chacun des conduits. Ce point constitue une non-conformité (lettre préfectorale).</p> <p>Par ailleurs, à la lecture du tableau de synthèse de l'exploitant, il semble que la fréquence trimestrielle de mesure de combustion ne soit pas respectée pour la chaudière n°2.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant de s'assurer du respect des valeurs limites applicables lors du fonctionnement des installations, et de rester vigilant sur le respect des fréquences de mesure d'autosurveillance, afin de transmettre pour 2023 un bilan conforme.</p> <p><u>Inspection du 2 février 2024 :</u></p> <p>L'exploitant a précisé que la vitesse d'éjection était presque toujours inférieure à la VLE (8 m/s), prévue par son arrêté préfectoral, étant donné que les chaudières tournent rarement à leur puissance maximale. Dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour les installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2910, la valeur minimale de vitesse d'éjection est fixée à 8 m/s en cas de débit supérieur à 5000 Nm³/h, mais lorsque la chaudière est en marche nominale. Par exemple, la puissance de fonctionnement habituelle de la chaudière n°2 est de 6 MW pour une puissance nominale de 10 MW. Or, la VLE s'applique en marche continue maximale (soit la puissance nominale). Par ailleurs, la mesure n'ayant pas été réalisée à la sortie du conduit, il</p>

conviendrait que cette vitesse soit revue par le calcul pour obtenir la vitesse réelle au débouché du conduit. L'exploitant a demandé à sa société prestataire d'effectuer ce calcul lors des prochaines mesures.

Les chaudières ne tournent pas simultanément. Les mesures trimestrielles ne peuvent pas être effectuées si la chaudière n'a pas fonctionné durant tout le trimestre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Assurance qualité mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité mesure en continu

Prescription contrôlée :

I. Les appareils de mesure en continu « sont exploités en appliquant les dispositions des » normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation « selon la procédure QAL1 » n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

II. Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance « ou le contrôle QAL2 » des appareils de mesure en continu.

III. Le traitement des données acquises dans le cadre de la mesure en continu et le traitement des périodes avec des conditions d'exploitation autres que normales (périodes OTNOC) sont réalisés conformément à l'article 82 du présent arrêté. Les normes mentionnées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal officiel sont réputées satisfaire aux exigences.

Constats :

Constats de l'inspection du 3 février 2023 :

En 2022, l'exploitant n'a réalisé aucun contrôle QAL2 ou AST, à l'exception d'un QAL2 sur le moteur 3 réalisé le 14/02/2022 par Bureau Veritas (réf. 10536844/2.2.I.R) suite à la non-conformité de l'AST réalisé en 2021. Pour rappel, le QAL2 doit être réalisé à fréquence minimale de 5 ans, avec réalisation entre deux QAL2 d'un AST annuel. Par ailleurs, à fréquence définie par l'exploitant, un QAL3 doit permettre de vérifier la non-dérive des capteurs.

Ce point constitue une non-conformité.

L'exploitant indique avoir pris du retard dans ses contrôles du fait d'une défaillance de prestataire. Il a indiqué avoir passé une convention avec ENVEA maintenance en décembre 2022, pour passage annuel en même temps que Bureau Veritas, afin de pouvoir mener le cas échéant les corrections nécessaires sur les baies d'analyses.

L'inspection demande à l'exploitant de définir la fréquence de réalisation des différentes mesures et les paramètres à suivre pour chaque appareil demandés par la norme, de définir chaque année le programme de réalisation des QAL2/AST/QAL3 et de s'y tenir, pour assurer le respect de la prescription applicable.

Constat de l'inspection du 2 février 2024 :

L'exploitant a admis qu'il était informé de la réalisation de ces contrôles, ainsi que de leur périodicité, sans pour autant les mettre à exécution. Il lui a été précisé qu'au prochain écart, une mise en demeure sera proposée à son encontre.

Un contrôle AST a eu lieu au cours de l'année 2023 par la société Bureau Veritas. Celui-ci devra être réitéré au cours de l'année 2024.

Demande de justificatif : L'inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre la fréquence de réalisation des différentes mesures et les paramètres à suivre pour chaque appareil, conformément à la norme, et de définir pour chaque année le programme de réalisation des QAL2/AST/QAL3, et de s'y tenir, pour assurer le respect de la prescription applicable.

Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant